



GETTY IMAGES

Le nouveau dirigeant de l'Iran est une provocation envers Trump

- Joel Hilliker
- [09/03/2026](#)

L'intrigue se complique. La semaine dernière, le président Trump s'est arrogé le droit de veto sur le choix du prochain dirigeant de l'Iran. Toutefois, le 8 mars, l'Iran a réagi en nommant précisément l'homme que Trump avait rejeté.

Ce régime affiche une détermination inflexible à se battre jusqu'au bout.

Mojtaba Khamenei est encore plus dur que son défunt père. Proche du Corps des gardiens de la révolution islamique, il intensifie la radicalisation du régime.

Les États-Unis et Israël le tueront-ils aussi ? Continueront-ils à éliminer les successeurs jusqu'à ce que l'Iran installe un Thomas Jefferson persan ?

C'est peut-être ce qu'ils comptent faire. Le ministre de la Défense israélien a déclaré mercredi dernier que tout successeur poursuivant les politiques d'Ali Khamenei « sera une cible sans équivoque pour élimination ». Le 8 mars, quelques heures seulement avant le vote de l'Assemblée des experts, Trump a affirmé que si les États-Unis s'opposent à leur choix, « il ne durera pas longtemps ».

Or, les assassinats et les bombardements ont leurs limites. Ils ne permettent pas de gagner les guerres.

Qu'est-ce qui pourrait permettre de remporter cette guerre ? L'objectif de guerre du président Trump semble avoir évolué : initialement axé sur la prévention d'une bombe nucléaire iranienne et sur le laisser-faire des Iraniens quant à leur avenir, il vise désormais à imposer un dirigeant « juste et équitable » qui « traitera bien les États-Unis et Israël ».

Cela nécessiterait rien de moins que la soumission, si non la conversion, des millions de partisans de la ligne dure qui contrôlent l'infrastructure militaire et cléricale profondément enracinée de l'État iranien, conçue spécifiquement pour survivre même à la perte de ses dirigeants principaux.

Le Washington Post a parlé d'un document classifié du Conseil national du renseignement (qui synthétise les analyses des 18 agences de renseignement américaines) affirmant que même une attaque à grande échelle contre l'Iran serait insuffisante.

Le président Trump s'est montré plus que disposé à ignorer ce type d'évaluations expertes, souvent discréditées par le passé. Or, dans ce cas précis, cette analyse du renseignement [est en accord avec la prophétie biblique](#).

Après neuf jours de guerre, Trump n'a encore montré aucun signe de recul. L'Iran vient de faire monter les enchères. La détermination des États-Unis est mise à l'épreuve. Sa faiblesse risque d'être démasquée. La pression de l'opinion publique et internationale s'intensifie quotidiennement, surtout en raison du prix de pétrole qui dépasse les 100 dollars le baril, et des effets économiques néfastes qui en découlent. Attendez-vous à ce que le président Trump tente de présenter une défaite comme une victoire.

Le pétrole atteint plus de 100 dollars le baril : Le prix du pétrole brut Brent a atteint plus de 100 dollars le baril ce week-end lors de sa plus forte hausse quotidienne depuis 2020, soit une augmentation d'environ 40 pour cent par rapport à l'avant-guerre. Les prix se sont légèrement stabilisés le matin du 9 mars après des rapports évoquant des discussions entre le G-7 et l'Agence internationale de l'énergie sur une libération conjointe de réserves d'urgence. Même si le détroit d'Ormuz rouvrirait demain (ce qui est peu probable), il faudrait des semaines pour que les marchés se normalisent. « Dix jours de perturbation du détroit d'Ormuz équivalent à au moins 60 jours de perturbations du flux énergétique vers l'Asie », a écrit June Goh, analyste senior du marché pétrolier chez Sparta Commodities. « Et je suis optimiste dans cette estimation. » La hausse des coûts de production et de transport de l'énergie impacte le coût de nombreux autres produits, ce qui pourrait accélérer l'inflation générale. La montée plus rapide que prévu du prix du pétrole exercera une pression croissante pour mettre fin à la guerre sans éliminer réellement le régime islamiste radical en Iran.

L'Europe devient le plus grand importateur d'armes au monde : Selon les données publiées le 9 mars par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, les pays européens ont plus que triplé leurs importations d'armes entre 2021 et 2025 par rapport à la période 2016-2020. L'Europe représente désormais 33 pour cent des importations mondiales d'armes. « La forte augmentation des achemiements d'armes vers les États européens a contribué à une hausse de près de 10 pour cent des transferts mondiaux d'armes », a déclaré Mathew George, directeur du programme des transferts d'armes du SIPRI. Bien que les pays européens investissent massivement dans leurs propres industries d'armement, les données montrent qu'ils restent dépendants des achats de systèmes d'armement américains, tels que les avions de combat et les systèmes de défense aérienne à longue portée. L'Allemagne mène la course à l'armement en Europe, qui, comme le révèle la prophétie, est [un précurseur à la guerre](#).

Un candidat d'origine turque remporte l'élection régionale allemande : Les Verts sont passés de derrière pour remporter de justesse l'élection du Bade-Wurtemberg dimanche, propulsant Cem Özdemir à la tête du gouvernement et envoyant des ondes de choc à travers la politique allemande. L'Union chrétienne-démocrate du chancelier Friedrich Merz auraient dû facilement gagner. Pourtant, avec 29,7 pour cent des voix, le parti a été légèrement devancé par les 30,2 pour cent du Parti vert. L'Alternative für Deutschland a obtenu 18,8 pour cent, et l'Union sociale-démocrate a obtenu 5,5 pour cent. Özdemir deviendra le premier chef d'un Land allemand issu de la migration : ses parents ont émigré de Turquie vers l'Allemagne en tant que travailleurs invités dans les années 1960. Alors que les partis traditionnels perdent du terrain en Allemagne, le paysage politique devient de plus en plus fragmenté. Attendez-vous à ce que les Allemands réagissent en soutenant un dirigeant fort au sein d'un système centralisé.

Macron en déplacement à Chypre : Le président français Emmanuel Macron a débarqué à Chypre le 9 mars, alors qu'une armada croissante de navires de l'UE arrive pour protéger les îles des missiles du Hezbollah. « Ce voyage vise à démontrer la solidarité de la France avec Chypre, un État membre de l'Union européenne, avec lequel nous avons un partenariat stratégique », a déclaré le bureau du président avant le voyage. L'UE profite de la guerre en Iran pour renforcer son contrôle sur cette île stratégique.

Violences contre synagogues : Alors qu'Israël et les États-Unis bombardent l'Iran, plusieurs grandes villes occidentales ont été le théâtre d'attaques antisémites. Quatre hommes ont été arrêtés au Royaume-Uni vendredi pour soupçon d'espionnage au profit de l'Iran contre des cibles juives dans la région de Londres. Cette nuit-là, des hommes armés non identifiés ont pris pour cible deux synagogues à Toronto, au Canada. Lundi, une explosion a eu lieu dans une synagogue à Liège, en Belgique. Aucune blessure n'a été signalée, mais la montée de la haine envers les Juifs, y compris dans des pays qui ne sont pas directement impliqués dans la guerre, fait partie [d'une tendance mondiale inquiétante](#).

La guerre en Iran a peu de soutien : Donald Trump est le premier président récent à faire la guerre sans avoir d'abord obtenu le soutien public, a déclaré le New York Times vendredi, citant des sondages dans lesquels 27 à 41 pour cent des Américains soutenaient des frappes agressives contre l'Iran. Les taux d'approbation ont tendance à diminuer historiquement à mesure que les guerres se prolongent. Le président Trump a déclaré qu'il ne serait pas dissuadé par les sondages, une indication qu'il exerce [des pouvoirs royaux](#).

Le président Trump crée une nouvelle coalition de lutte contre les cartels de la drogue : Samedi, le président américain Donald Trump a accueilli les chefs d'une douzaine d'États d'Amérique latine à son complexe de golf à Miami en Floride, où s'est tenu le sommet inaugural du « Bouclier des Amériques ». Au cours du sommet, il a annoncé la création d'une nouvelle coalition de lutte contre les cartels de la drogue dans l'hémisphère occidental. Cette décision intervient alors que le département d'État a commencé, il y a un an, à désigner les cartels comme des organisations terroristes étrangères. Également à noter, le commandement sud des États-Unis a récemment annoncé qu'il allait former et mobiliser les armées des pays partenaires pour aider à démanteler les cartels.

L'UE soutient Orbán : Vendredi, la Commission européenne a condamné le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy pour avoir exhorté le président hongrois Viktor Orbán à lui parler dans « leur propre langage », une déclaration perçue par Orbán comme une menace. Olaf Gill, porte-parole de la Commission européenne, a déclaré que la remarque était inacceptable, affirmant qu'« il ne doit pas y avoir de menaces contre les États membres de l'UE ».